

L'industrie du tourisme réclame sa place dans les plans de relance

17 mai 2009

L'industrie du voyage, fragilisée par la crise, veut être associée aux plans de relance, sans pour autant réclamer des subventions à l'instar de l'automobile et des banques, selon les grands patrons réunis pendant deux jours à Florianopolis (Brésil).

"Le tourisme est le plus gros employeur du monde" et "peut jouer un rôle dans la relance de l'économie mondiale", a martelé Jean-Claude Baumgarten, président du Conseil mondial du voyage et du tourisme (WTTC), qui réunit les cent principales entreprises du secteur.

Alors que l'industrie du tourisme représente 9% du PIB mondial et 220 millions d'emplois, "le secteur reste marginalisé et n'est pas pris au sérieux" par les gouvernements, a déploré Taleb Rifai, secrétaire général désigné de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT).

Le secteur ne réclame pas de "plan de sauvetage", mais des mesures visant à favoriser les voyages: moins de visas et de taxes d'aéroport, davantage d'incitations fiscales, des fonds publics pour améliorer les infrastructures comme les routes et les aéroports et des campagnes de promotion touristique.

"Des millions d'emplois sont en jeu, du réceptionniste de l'hôtel à l'hôtesse de l'air, en passant par le chauffeur de taxi", a prévenu Hubert Joly, PDG du groupe touristique américain Carlson. "Les gouvernements n'ont pas saisi les opportunités que le secteur peut offrir en termes de relance".

Le temps presse: "en Espagne, le tourisme perd 600 emplois par jour depuis cinq mois", a relevé José Luis Zoreda, patron d'Exceltur, l'association des 30 principales entreprises touristiques du pays. Pour lui, "les mesures du gouvernement vont dans la bonne direction, mais sont trop timides".

Sur un plan mondial, au total 18 millions d'emplois liés indirectement ou directement au tourisme dans le monde devraient disparaître sur deux ans (2008 et 2009), prévoit le WTTC.

Rattrapée par la crise, l'industrie du tourisme devrait voir son activité reculer de 3,5% cette année, selon le WTTC. Malgré cette baisse, le secteur devrait quand même générer 5.474 milliards de dollars dans le monde.

Au Portugal, "les 250.000 touristes golfeurs qui viennent chaque année dépensent 2 milliards d'euros, c'est davantage que les recettes du premier exportateur automobile du pays", a fait valoir le président de Siemens Portugal, Carlos de Melo Ribeiro, venu soutenir l'industrie touristique.

La crise économique risque d'entraîner un repli protectionniste au nom de l'emploi, d'autant que certains gouvernements incitent ouvertement leurs citoyens à faire preuve de patriotisme et visiter leur propre pays.

"Il y a clairement un risque" que les gouvernements cèdent à la tentation de "prendre des mesures nationalistes pour garder les emplois chez eux", a prévenu l'économiste américain Martin Feldstein.

La grippe porcine a, elle aussi, donné lieu à une résurgence de pratiques protectionnistes, avec des appels à fermer les frontières et cesser les vols vers le Mexique.

La fièvre est quelque peu retombée, le virus semble moins virulent que redouté. Plusieurs pays ont levé ou atténué les restrictions de voyages vers le Mexique, dont les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Belgique et l'Argentine.

Ces pays étaient allés plus loin que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) qui n'a à aucun moment déconseillé les voyages au Mexique. Mais le virus n'a pas dit son dernier mot, car les experts mettent en garde contre un éventuel retour cet hiver.